



MÉGAFEU

Cet été, comme en 2022, la terre a brûlé. Prévenir la survenue des feux extrêmes et lutter contre leur dangerosité reste un défi, aggravé par l'affaiblissement des services publics.

Mégafeu: nom masculin issu du grec *mega*, signifiant géant, et du latin *focus*, pour feu ou foyer. Comme si Zeus, le Grec, et Jupiter, le Romain, avaient uni leurs foudres pour dévaster le monde des humains. Le mégafeu, en effet, n'est pas un «simple» incendie. Il est hors norme. Certains préfèrent d'ailleurs parler de «feu extrême». Selon la philosophe Joëlle Zask*, qui a contribué, en France, à propager l'usage du terme, la notion de *megafire* aurait été imaginée par un ancien responsable du United States Forest Service, en 2013. Ce n'est pas un hasard: l'Amérique du Nord est particulièrement confrontée à ce phénomène.

Le terme, pourtant, n'est pas scientifiquement consacré, défini différemment selon les territoires: au moins 10 000 hectares avalés par les flammes, soit presque la surface de Paris, en Amérique du Nord; plutôt 1 000 hectares en Europe, l'équivalent de 1190 terrains de rugby. Mais ce qui le caractérise avant tout, c'est sa rapidité de propagation – 5 km/h en moyenne contre 3 km/h pour un incendie «classique» – et la violence de son déchaînement. Le mégafeu dégage aussi une énergie et une chaleur folles, au point de générer des phénomènes météorologiques destructeurs et qui l'alimentent (minitornades, orages secs, etc.). Sur

terre comme dans les airs, les moyens technologiques à disposition n'y peuvent rien. Par définition, il est incontrôlable, sauf par les éléments naturels eux-mêmes comme de fortes précipitations. Après quoi, c'est le néant.

Cette année, la terre a brûlé partout autour de la Méditerranée: Espagne, Croatie, Algérie, Italie, France, Grèce... Outre-Atlantique, l'incendie qui, en soixante heures à peine, a détruit 80 % de la ville de Lahaina et tué 115 personnes à Hawaï, a marqué les esprits. Comme les mégafeux qui ravagent le Canada: au 11 septembre, presque 17 millions d'hectares avaient déjà brûlé, selon le Canadian Interagency Forest Fire Centre (CIFFC).

Dans nos imaginaires, nous associons ces feux extrêmes à des catastrophes naturelles. Mais il n'en est rien. Autour de neuf feux sur dix seraient d'origine humaine. Leur ampleur et leur multiplication ne sont pas non plus le fruit du hasard, lui-même résultant de l'action humaine. «*La sécheresse est de trois ordres: dans les végétaux, dans l'air et dans les sols. Le problème est que, de plus en plus fréquemment, les trois se conjuguent*», note Sébastien Delavoux, animateur du collectif CGT des services départementaux d'incendie et de secours (Sdis). Et d'ajouter: «*Le changement climatique favorise les insectes et autres champignons qui s'attaquent aux arbres et fragilisent encore un peu plus les forêts.*» Il suffit alors d'une étincelle... Puis ces incendies libèrent le carbone stocké patiemment par les arbres.

Selon Copernicus, le programme européen de surveillance de l'atmosphère, au 23 août 2023, les mégafeux canadiens avaient déjà émis plus de 1200 millions de tonnes équivalent CO₂, soit environ le double de l'empreinte carbone annuelle de la France.

Désormais, plus aucune région de France n'est à l'abri du risque d'incendie. Sommes-nous prêts à y faire face? Pas vraiment montre un dossier** de la CGT, fruit de plusieurs mois de travail entre les différentes organisations concernées par le sujet. Il y documente notamment le fait que la plupart des acteurs publics impliqués dans la défense des forêts contre l'incendie – Office national des forêts (ONF), Météo France et Sdis – ne cessent de perdre des moyens. Surtout, il alerte plus largement sur le manque, en France, d'une «*stratégie nationale et territoriale cohérente*» qui passerait non seulement par le renforcement massif de ces acteurs publics essentiels à la prévention, à la prévision et à la lutte contre les incendies, mais aussi par une politique forestière digne de ce nom. Une politique capable d'accompagner le renouveau de la filière bois-forêt (entretien et exploitation) et de se doter d'un outil cohérent pour préserver notre bien commun, tel qu'un «*pôle public de la forêt et des massifs*».

* *Quand la forêt brûle. Penser la nouvelle catastrophe écologique*, Premier Parallèle, 2019.

** «*La CGT en première ligne contre les mégafeux de forêt*», CGT, juillet 2023.

[texte]

↳ Marion Esquerré